



ARRETE MUNICIPAL n° 2023-091

portant institution d'une régie d'avances

Le Maire de Grésy- sur- Aix,

Vu décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22,

Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,

Vu les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des collectivités Territoriales relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,

Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics,

Vu la délibération du conseil municipal en date du 23 mai 2020 autorisant le maire à créer des régies communales en application de l'article L 2122-22 al. 7 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté 2022-085 du 13 mai 2022 portant institution de la régie d'avances,

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 27 mars 2023,

ARRETE

Article 1^{er} :

L'arrêté 2022-085 du 13 mai 2022 est abrogé et remplacé par celui-ci

Article 2 :

Cette régie est installée 1, place de la mairie, 73100 GRESY-SUR-AIX.

Article 3 :

La régie paie les dépenses suivantes :

- Alimentation
- Fournitures diverses
- Frais postaux
- Vêtements de travail
- Matériel de bureau et matériel informatique
- Mobilier, matériel, outillage
- Documentation générale ou technique, livres
- Droits d'inscription à des colloques, frais de déplacements, formations et événements assimilés
- Fournitures auprès de prestataires étrangers

Article 4 :

Les dépenses désignées à l'article 3 sont payées selon les modes de règlement suivants :

- carte bancaire
- paiement via internet

Article 5 :

Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès de DDFIP de la Savoie.

Article 6 :

L'intervention d'un (de) mandataire(s) a lieu dans les conditions fixées par son (leur) acte de nomination.

Article 7 :

Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est fixé à 2 000.00 €

Article 8 :

Le régisseur verse auprès du comptable public assignataire la totalité des pièces justificatives de dépenses au minimum une fois par mois.

Article 9 :

Le régisseur est assujetti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur ;

Article 10 :

L'indemnité de responsabilité des régisseurs d'avance et de recettes n'est pas cumulable avec le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP). Néanmoins la part de l'IFSE attribuée au régisseur titulaire valorise au travers de la cotation du poste occupé la sujétion particulière liée aux fonctions de régisseur.

Ainsi, l'agent en charge des fonctions de régisseur titulaire, percevra la part de l'IFSE prévue par délibération pour son cadre d'emplois.

Article 11 :

Le mandataire suppléant ne percevra pas d'indemnité de responsabilité ni de valorisation au titre du RIFSEEP.

Article 12 :

Le Maire et le comptable public assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Grésy- sur- Aix, le 27 mars 2023

Le Maire,
Florian MAITRE



Affiché/publié le : 27 mars 2023

Certifié exécutoire le : 27 mars 2023

En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de à la plus tardive des dates suivantes : publication/notification, réception par le représentant de l'Etat. Le Tribunal Administratif de Grenoble pourra être saisi via le dépôt d'une requête sur le site www.telerecours.fr

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,*
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai*